

# Mobiliser l'enseignement supérieur pour la transition énergétique

## Atelier 2 : « Le rôle de l'État en général et du ministère de l'Enseignement supérieur en particulier »

### Compte-rendu

La transition énergétique est fortement poussée par l'État et ses organes, mais le sujet demeure encore trop l'apanage du seul ministère de la Transition écologique et solidaire : comment les prérogatives de la puissance publique en matière d'enseignement supérieur peuvent-elles être mises à contribution, à tous les échelons ?

En tant que parties prenantes, quelles sont les informations que nous voulons faire remonter aux institutions publiques ? Quelles sont les demandes et besoins des parties prenantes à faire remonter ? Que savons-nous de l'action actuelle des institutions publiques ? Quelles sont les marges de manœuvre des institutions publiques ?

**Pilotes** : Jean-Michel Lourtioz (Paris Sud, CNRS) et Jean-Noël Geist (TSP) | **Scribe** : Valentin Labre (TSP)

### Rôle de l'État en général

- Constat : l'État est attendu sur la question, il est essentiel et c'est son rôle !
- Constat : il y a un consensus sur le fait que l'État doit jouer un rôle. Le doute existe sur la volonté de l'État de le faire, et sa capacité effective à agir à la bonne échelle. C'est donc un défi qui est lancé à l'État de prouver qu'il en a les moyens.
- Constat : l'État n'est pas conscient de la demande et c'est le premier obstacle à ce qu'il agisse. Il faut lui en faire prendre conscience.
- Constat : le ministère de l'Enseignement supérieur (MESRI) ressent l'attachement des établissements à leur autonomie comme un obstacle et un risque. Or la question de l'attachement à l'autonomie semble surévaluée : sur ce sujet, tout le monde doit y travailler, y compris l'État, et les acteurs demandent son implication.
- Contexte favorable : il y a une ouverture en ce moment. En effet, avec le Grenelle, le monde académique a déjà été éloigné des conversations au bénéfice des ONGs et des think tanks. Le moment est venu d'ouvrir davantage la discussion au monde académique : Emmanuel Macron paraît réceptif à cela, comme en témoignent la création du Haut Conseil pour le climat, et ses discours sur le besoin de rétablir un rapport à la vérité scientifique.

### Action possible pour mobiliser l'État

- Idée de faire remonter collectivement la demande existante à l'État et mener à une « prise de conscience au plus haut niveau ».
- Messages à porter tous ensemble en commun (CPU, CGE, ONG, scientifiques, étudiants... voire entreprises et collectivités territoriales ?)
  - o « On est prêt, on veut du Climat dans le supérieur, on veut l'implication de l'État. »
  - o Tous les acteurs sont prêts (les étudiants demandent, les établissements avancent, les enseignants sont volontaires, les entreprises ont des besoins, etc.), et il y a besoin de l'État pour démultiplier, accélérer et généraliser.
  - o La transition c'est des emplois à pourvoir (nombre) et des métiers (qualité) à développer. Puisque la transition va vraiment arriver, il faut former les salariés, sinon, faute de métiers reconnus, les emplois ne suivront pas et la transition ne se passera pas.
  - o La thématique énergie-climat met du sens dans des enseignements qui n'en ont pas toujours pour les étudiants. Elle donne fil rouge, aide à redonner le goût des disciplines scientifiques, permet aux étudiants de mieux réussir leurs études donc diminuerait le taux d'échec.

## Le bon niveau d'action est au Premier Ministre pour impulser la politique

- L'interministérialité sur les questions de développement durable est très faible aujourd'hui, et les moyens de coordination sont insuffisants. Le Ministère de la Transition n'a qu'un seul périmètre, et il en va de même pour le MESRI. L'action est aussi paralysée par ces périmètres. Il faut donc passer par un pilotage au niveau du Premier Ministre. C'est valable pour tous les sujets de la transition, donc également pour celui-ci.

## Postes de VP et référents dans les établissements

- Dans les établissements, le rôle des responsables RSE pourrait être renforcé avec une fonction de « Chief Climate Change and Transition Officer » avec pour mission de développer massivement l'enseignement climat-énergie.
- Spécifiquement, aujourd'hui il y a 3 postes de Vice-Présidents qui sont obligatoires dans les universités : VP Recherche, VP Formation, VP Numérique. On pourrait leur adjoindre un poste obligatoire pour la transition, le dd, le climat etc.

## Modifier le référentiel d'évaluation des établissements et des formations

- L'Etat peut assez simplement intervenir avec les référentiels type CTI. Il ne devrait pas y avoir de problème, surtout que les questions climatiques et énergétiques dont de plus en plus partie des cursus : on est donc mûrs pour une généralisation et une reconnaissance.

## Collectivités

- Il faudrait aller voir la Région IdF, qui est active dans la recherche.
- Faire le lien entre les plans climats territoriaux et l'implication des établissements qui sont sur ces territoires.

## Financement

- Contacts avec l'ANR, notamment en formation innovante. Ministère des finances. Regarder les appels à projets DIM (Domaines d'intérêt majeurs) de la Région Île-de-France.
- Remarque : quand une université négocie avec l'Etat son budget, 80% c'est de la masse salariale, 20% le fonctionnement. La possibilité de créer des nouvelles choses c'est via des programmes (PIA, ANR, Europe...).

## Formation continue

- Il faut former les personnels d'entreprises, notamment les cadres, déjà en place, à travers la formation continue.
- Beaucoup d'Etablissements d'Enseignement Supérieur et de Recherche disposent déjà d'un potentiel structuré de formation continue et de « formation tout au long de la vie » qui mérite d'être exploité.
- L'Institut de formation de l'environnement (IFORE), qui dépend du Ministère de l'Environnement, peut jouer un rôle central.
- L'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), qui est placé sous la tutelle du Premier Ministre, éduque depuis des années les décideurs et le middle management français sur les enjeux stratégiques et de défense. Il devrait éduquer également sur le climat et l'énergie.
- On peut imaginer la création d'un cycle de formation au sein d'un IHECCE (Institut des Hautes Etudes sur le Changement Climatique et l'Énergie). Un tel Institut pourrait se voir créer ex-nihilo ; il pourrait aussi faire l'objet d'une sectorisation - par exemple en doublant le cycle annuel - au sein de l'IHEST (Institut des hautes études pour la science et la technologie) dont la mission est d'éduquer sur les enjeux relatifs aux interactions entre science, technologie et société. Le public de l'IHEST se répartit entre autres entre cadres de l'ESR, de l'industrie, des collectivités territoriales et plus largement des corps intermédiaires, journalistes. A la place d'un nouvel institut, le climat et l'énergie pourraient être enseignés dans tous les instituts, de manière transversale.

## Étudiants

- Les étudiants du Manifeste pour un réveil écologique souhaitent mettre au point une boîte à outil pour faciliter la prise de contact et le dialogue entre les établissements et les étudiants.

## Vers un centre de ressources pour les acteurs ?

- UVED : Parmi les 8 universités thématiques, celle-ci est la seule qui soit pluridisciplinaire. On y favorise le libre accès au savoir, on accompagne les établissements du supérieur, dans le domaine de la « transition écologique ». Les contenus des MOOCs sont validés scientifiquement, pédagogiquement, mais le Ministère ne semble pas faire la communication alors que c'est l'État qui a créé l'UVED. L'UVED pourrait prendre une autre dimension et devenir un centre de ressources plus général pour l'enseignement de la transition, et animer le changement.
- Une autre piste pourrait être l'ADEME, qui prendrait pleinement son rôle de recherche et y adjoindrait un rôle de service aux enseignants et directions d'établissements.

## Interdisciplinarité

- « Dans un laboratoire interdisciplinaire on est constamment en porte-à-faux avec tout le monde, car tout est organisé de façon disciplinaire et non pas interdisciplinaire. Bien qu'il y ait une volonté politique affichée (même au plus haut niveau, la Ministre a fait des discours forts !) pour l'interdisciplinarité, on se heurte finalement à l'organisation mais aussi aux collègues : chaque UFR trouve ce labo en trop. On a davantage de problèmes avec nos collègues en physique qu'en sciences humaines ! »
- « L'interdisciplinarité c'est compliqué à gérer, on soumet des ANR chaque année systématiquement rejetées. Parce que les collègues qui les évaluent le font depuis un prisme disciplinaire, ils ont ces « traditions », on est en concurrence avec eux, qui se demandent « d'où ces types viennent nous pomper de l'argent !? » »
- Ainsi, le rigorisme et le conservatisme avec lequel les chercheurs appliquent les catégories sont le problème : pas forcément les catégories du CNU en elles-mêmes. Il y a la volonté de l'Etat mais il y a également une grande inertie, une « dépendance au chemin ». C'est pourquoi il va falloir beaucoup de motivation pour un véritable changement, et beaucoup de pédagogie à l'égard des chercheurs eux-mêmes. Il faut à la fois de la disciplinarité et de l'interdisciplinarité. Il ne s'agit pas de militer pour la suppression de l'enseignement disciplinaire mais pour la transdisciplinarité, donc pour davantage de flexibilité, c'est-à-dire des cloisons disciplinaires plus poreuses sans être moins rigoureuses scientifiquement.
- Il ne faut surtout pas faire une discipline « transition », sinon c'est enfermante et plus personne ne va s'en occuper : « le climat c'est global et tout le monde doit s'en occuper. »
- L'impulsion par l'intermédiaire de projets européens interdisciplinaires, tels qu'ils existent déjà, mais avec une dimension enseignement renforcée, peut être utile.

## La question de l'orientation

- Il pourrait y avoir, sur Parcours Sup, une orientation « thématisée » (type : « vous voulez travailler pour la transition ? »)

## La question de l'élitisme

- Attention à l'élitisme : il faut également traiter la question des BTS et DUT